

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqué de presse

Pourquoi nous quittons la CFDT

- Social - Syndicats -

Date de mise en ligne : lundi 27 octobre 2003

Démocratie & Socialisme

Assemblée Générale de la FGTE CFDT
24 et 25 septembre 2003
Dossier de presse

Pourquoi nous quittons la CFDT

Pendant longtemps, la CFDT a considéré les luttes comme le moteur de la transformation sociale. Aujourd'hui, les dirigeants de la CFDT ont une « sainte horreur » du mouvement social, accusé de toutes les dérives catégorielles ou populistes, jugé incapable de comprendre les enjeux essentiels. Cela les conduit à ne plus accompagner l'expression des malaises sociaux, pire à les trahir et à les combattre (plan Juppé 95, mouvement des chômeurs 97, retraites 2003...). Pour Nicole Notat, l'attitude adoptée par la Confédération en 1995 avait été « le passage à l'acte d'une stratégie revendicative réfléchie de longue date ».

Pendant longtemps la CFDT s'est identifiée à l'exigence du progrès social. Aujourd'hui, les dirigeants de la CFDT ne cessent de réclamer des réformes, dans le champ de la protection sociale notamment. Par un détournement honteux du sens des mots, réforme n'est plus synonyme de progrès social mais de révision à la baisse des conquêtes sociales pour les adapter aux exigences prétendument incontournables du capitalisme libéral. Ainsi ont été « sauvées » l'Unedic sur le dos des chômeurs, la retraite sur le dos des retraités et (demain ?) l'assurance maladie sur le dos des malades !

Pendant longtemps, la CFDT a fait vivre une démocratie pluraliste et vivante, ouverte au dialogue avec le monde associatif. Aujourd'hui, les dirigeants de la CFDT ont construit un système de décision centralisé au sommet. Dans une démarche avant-gardiste, ils prétendent édicter les « bonnes » solutions qu'un appareil idéologiquement formaté et financièrement dépendant est chargé de diffuser. Le triptyque pluralisme/débat/volonté de synthèse des temps de l'autogestion a laissé place au centralisme bureaucratique. Cette fermeture interne s'accompagne d'une coupure avec le monde associatif et ses dynamiques.

L'avenir est ailleurs

Le débat interne n'a pas permis d'enrayer cette dérive. Les mouvements sociaux l'ont ébranlé mais l'appareil bureaucratique anti-sismique a tenu bon. Il serait vain d'attendre un énième séisme dans l'espoir de voir enfin tomber le « mur de Berlin ». Il y a mieux à faire pour tous ceux qui n'ont pas renoncé au combat pour l'émancipation des travailleurs.

Le mouvement syndical est confronté à l'ère de la mondialisation. La mondialisation libérale du capitalisme, l'affaiblissement de l'Etat national, la construction européenne, la multinationalisation des entreprises, la concurrence et le dumping social, la précarisation du salariat, etc, dessinent un nouveau cadre pour l'action syndicale et appellent de nouvelles réponses. Ce débat traverse toutes les organisations syndicales. La CFDT est la plus avancée dans la définition de sa réponse en forme de capitulation : l'accompagnement du libéralisme. Le débat se poursuit ailleurs sur d'autres bases ; nous entendons y participer.

L'expérience de la FGTE est précieuse pour ce nouveau parcours : un syndicalisme construit sur une synthèse entre contestation, proposition, action et négociation, critique sociale et projet de transformation ; une conception globale du rapport de force (salariés du privé et du public, salariés et usagers, local et global), une vision coordonnée des politiques des transports, d'aménagement et d'environnement ; un engagement international fort ; une ouverture au

Pourquoi nous quittons la CFTD

monde associatif et à ses dynamiques (chômeurs, sans papiers, altermondialisme...). Ce syndicalisme de défense de l'intérêt général du salariat, indépendant et démocratique, interprofessionnel et solidaire, d'action collective et unitaire, émancipateur, soucieux de solidarité internationale, est notre « boîte à outil » pour contribuer au débat pour un autre avenir syndical.

Confrontés à la brutalité de l'offensive libérale du patronat et du gouvernement dans notre pays et aux enjeux de la déréglementation qui frappe les secteurs des transports et de l'Équipement à l'échelle européenne et mondiale, nous entendons ne pas alimenter la dispersion du syndicalisme français et son affaiblissement mais au contraire contribuer au rassemblement autour des organisations qui ont joué les premiers rôles dans la mobilisation sur les retraites.

Saint Denis le 25 septembre 2003.

Bruno DALBERTO